

Vue rétrospective de la Conférence de Berlin

Historique

Maints espoirs ont surgi quand l'Union soviétique a annoncé, le 26 novembre dernier, dans sa note aux trois puissances occidentales, qu'elle était disposée à les rencontrer à Berlin pour étudier des « mesures propres à réduire la tension internationale, de même que certaines questions relatives à la sécurité européenne et la solution connexe du problème allemand ». Depuis le décès de Staline et la fin des hostilités en Corée, divers indices laissaient voir que le nouveau Gouvernement soviétique désirait établir des relations plus normales avec le monde occidental. La question qui avait d'abord éveillé la curiosité des puissances occidentales était de savoir si le Gouvernement soviétique était prêt, non seulement à changer d'attitude, mais à consentir enfin à un règlement raisonnable de quelques-uns des problèmes majeurs qui divisaient le monde.

L'été dernier, les préoccupations des puissances de l'Ouest se concentraient sur le sort de l'Allemagne. L'extraordinaire renaissance économique de la République fédérale d'Allemagne en ces dernières années et la proposition de 1952 tendant à la réarmer dans le cadre d'une communauté européenne de défense démontraient que l'Allemagne se préparait à reprendre sa place parmi les premières nations de l'Europe. L'état de misère et de mécontentement qui régnait dans la zone soviétique et qu'avaient tragiquement mis en lumière les soulèvements de juin dernier faisait apparaître dans le maintien d'une Allemagne divisée une menace latente contre la paix. Il fallait de toute évidence régler sans plus tarder le problème allemand.

CONFÉRENCE DE GENÈVE

Avant de partir pour Genève où il allait assister à la conférence sur la Corée et l'Indochine, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Pearson, a accordé à Radio-Canada une interview au cours de laquelle il a exprimé ses vues sur la conférence. Le texte de cette interview, dirigée par M. Robert Reford, paraît sur la page 168.

L'entêtement des Soviétiques ayant rendu impossible un règlement général, les puissances de l'Ouest avaient au moins tenté une solution partielle en intégrant graduellement dans la communauté de l'Europe occidentale les deux tiers de l'Allemagne placés sous leur autorité. Toutefois, le relèvement soutenu de la puissance allemande n'avait pas été sans réveiller de vieilles inquiétudes dans divers milieux tant de l'ouest que de l'est de l'Europe. En France, où avait été déclenché le mouvement d'intégration de l'Europe occidentale, une vive opposition s'est élevée contre la ratification du Traité de la CED, étape suivante de la mise en œuvre du plan, parce qu'on y voyait le signal d'un réarmement de l'Allemagne. Pour les forces qui, en France et ailleurs, s'opposaient à la CED, l'attitude apparemment conciliante du nouveau régime soviétique a été un puissant motif d'encouragement, étant donné que l'Europe occidentale a toujours réagi contre une menace réelle ou imaginaire de l'Allemagne par un rapprochement avec la Russie. Il devenait donc indispensable pour les puis-

sances c
en fave
suivante
ver à ur
opposée
la confu

La
préoccu
en 1938
de Mos
pendant
le pays,
s'oppose
position
chien ét

Echang

En
soviétiq
Grands.
tèrent l'
veux de
de juille

En
occiden
mèrent
dans le
mesures
Indochi
ments r
puissan
de la «
dans ce
règleme
ces thè
sur la q

En
de disc
s'en pré
l'Ouest
vernem
tenues
étroite
vernem
sa poli
de con
existan
électio
paix.

En